



**DECLARATION DU CNARED A L'OCCASION DU 17^{ème} ANNIVERSAIRE
DE LA SIGNATURE DE L'ACCORD D'ARUSHA**

1. Il y a exactement 17 ans, les Burundais signaient à Arusha en Tanzanie ,un Accord historique dénommé **Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi** ; Accord âprement négocié pendant près de 4 ans entre toutes les « parties prenantes » au conflit burundais (16 partis politiques), avec l'appui et la facilitation de la communauté internationale, des chefs d'Etat de la sous-région, qui en sont les co-signataires par ailleurs.
2. Cet Accord d'Arusha a été baptisé accord pour la paix et la réconciliation : **Accord pour la paix**, car celle-ci avait manqué suite aux divisions ethniques qui ont endeuillé notre pays et à l'exclusion qui en a résulté. **Accord pour la réconciliation** aussi, car les Burundais réunis à Arusha ont pris la courageuse et salutaire résolution d'enterrer définitivement la hache de guerre en empruntant la voie du dialogue, du compromis et de la réconciliation, à travers la mise en place des institutions consensuelles qui consacrent le partage du pouvoir entre toutes les composantes ethniques burundaises.
3. Cet Accord a permis de stabiliser le pays et toutes ses institutions pendant plus d'une décennie et les Burundais commençaient à s'acheminer résolument vers la voie d'un développement harmonieux et durable.
4. Malheureusement et pour le malheur du peuple burundais, le 3^{ème} mandat que M. Nkurunziza a brigué, en violation de cet Accord et de la Constitution, et ce malgré le rejet de l'amendement de cette dernière par le peuple, à travers l'Assemblée Nationale, en date du 21 Mars 2014, a tout remis en cause.
5. En effet, depuis le 25 avril 2015, date de l'annonce officielle de ce 3^{ème} mandat de tous les dangers, le Burundi a sombré dans une crise profonde et multidimensionnelle sans précédent aux conséquences incommensurables. De graves et massives violations des droits de l'homme sont commises par les agents de l'ordre appuyés par la milice Imbonerakure, les corps de défense et de sécurité sont en totale déconfiture, les espaces de libertés politiques et civiles complètement verrouillés, l'économie est à genoux, tandis que des centaines de milliers de Burundais ont pris et continuent à prendre le chemin de l'exil.
6. Loin de s'estomper, la crise s'aggrave chaque jour davantage et la volonté d'enterrer définitivement l'Accord d'Arusha entre dans sa phase finale, à travers la marche forcée de M. Nkurunziza d'amender à tout prix la Constitution.
7. Les négociations, sous la médiation de la Communauté de l'Afrique de l'Est, dont on espérait qu'elles pouvaient apporter une solution durable, battent de l'aile, du fait notamment du refus obstiné du pouvoir de facto de Bujumbura.

Face à cette situation, le CNARED –GIRITEKA voudrait profiter de cet anniversaire pour porter à l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

8. Aucune solution durable à la crise burundaise n'est envisageable, en dehors du respect de l'esprit et de la lettre de l'Accord d'Arusha. Cela passera entre autres par des négociations inclusives et sans conditions entre le pouvoir de facto de Bujumbura et l'opposition politique dans toute sa diversité.
9. La volonté obsessionnelle de M. Nkurunziza pour **amender la Constitution** constitue la **ligne rouge et une déclaration de guerre** au peuple burundais et donnera un coup d'arrêt définitif et fatal au processus des négociations.
10. Le CNARED-GIRITEKA en appelle donc aux Chefs d'Etat de la Sous-région qui sont les garants et co-signataires de l'Accord d'Arusha, ainsi qu'à la Communauté Internationale et aux autres partenaires de dissuader M. Nkurunziza à arrêter ce projet, porteur de tous les dangers. Il y va de leur responsabilité et crédibilité.
11. Si tel n'était pas le cas, que des sanctions sévères et dissuasives, dont un embargo économique et sur les armes soient prises à l'encontre du pouvoir de Bujumbura.
12. Le CNARED-GIRITEKA encourage la CPI à poursuivre ses investigations sur les crimes de droit international, commis depuis le 25 avril 2015, afin de démarrer les enquêtes préliminaires, à bref échéance et mettre ainsi fin à l'impunité des crimes au Burundi.
13. Enfin, le CNARED demande au peuple burundais dans toute sa diversité ethnique et politique de garder courage, de rester uni et solidaire, de ne pas céder aux sollicitations du pouvoir qui veut ethniciser la crise. Ensemble, nous mettrons rapidement fin à cette dictature criminelle de Bujumbura pour la restauration de l'Accord d'Arusha et l'Etat de droit au Burundi.

Fait à Bruxelles, le 28 Août 2017

Le Président du CNARED-GIRITEKA

Pr. Charles NDITIJE

